



RAPPORT D'IMPACT PROJET EDUFAM

JUIN 2022

L'éducation pour toutes et tous !



L'éducation de
qualité pour tous



En partenariat avec
Canada

Aperçu du projet

D'une durée de 4 ans (2020 -2024), le projet *Éducation des filles pour un avenir meilleur dans la région des Grands Lacs (ÉDUFAM)* vise comme résultat ultime l'autonomisation accrue des filles et des femmes par l'éducation, y compris celles qui sont réfugiées, déplacées, retournées et handicapées.

L'atteinte de cet objectif passe par l'élimination des obstacles à l'éducation et l'amélioration de la qualité de l'enseignement pour faciliter l'inclusion des filles quel que soit leur statut.

Dans ce sens, nous renforçons le pouvoir des filles et des femmes au niveau individuel, dans leur ménage et leurs communautés.

Consortium

Le projet est mis en œuvre par le consortium composé du CECI et de la Fondation Paul Gérin-Lajoie (FPGL).

Le principal bailleur de fonds du projet global est Affaires mondiales Canada (15 416 947 \$, qui inclut une contribution de 1 150 713 \$ du consortium).

Zone d'intervention du CECI et bénéficiaires

- 2585 filles réparties et 5 établissements d'enseignement de la commune de Gasorwe, province du Muyinga, au Burundi :
 - Lycée communal Gasorwe 246 filles
 - Ecole fondamentale Rusimbuko 315 filles
 - Ecole fondamentale Bihogo 1 298 filles
 - Ecole fondamentale Bihogo2 410 filles
 - Ecole primaire du camp Kinama 1 316 filles
(primaire et secondaire)
- Total : **2 585 filles**
- 1280 adolescentes et femmes en situation de vulnérabilité bénéficieront de formation professionnelle ou d'appui au développement d'activités génératrices de revenus (AGR)
- 6 300 femmes seront renforcées dans leur engagement pour l'éducation des filles, notamment les mères et clubs de mères, les femmes approchées pour le contrat social, etc.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DEPUIS LE DÉBUT DU PROJET

Ce bilan présente les résultats du projet EDUFAM depuis les débuts du projet en 2020. Le projet vise ultimement à accroître l'autonomisation de plus de 22 000 filles, adolescentes et femmes victimes des conflits, qu'elles soient réfugiées, déplacées, retournées ou personnes handicapées, par une offre éducative accessible, de qualité, inclusive et adaptée à leurs besoins. La notion d'autonomisation réfère à un processus par lequel ceux ou celles qui se sont vus empêché-e-s de faire des choix obtiennent ce pouvoir de décision et de contrôle sur leur vie. Ainsi, dès le démarrage du projet et conformément à l'approche féministe, un index d'autonomisation a été développé de manière participative, par les filles et les adolescentes elles-mêmes qui ont identifié les dimensions et les critères de leur autonomisation.

Autonomisation des filles



Les indicateurs mis en place pour évaluer les progrès depuis les débuts du projet en matière d'autonomisation des filles et des femmes présentent déjà des résultats encourageants. On évalue à **15 % l'amélioration de l'autonomisation des femmes et des filles**. Pour mesurer ces résultats, des indicateurs ont été établis à partir de 5 principaux éléments pour le développement du pouvoir d'agir (empowerment) des femmes et des filles, soit le **pouvoir intérieur** (qui comprend la confiance en soi, les croyances en l'égalité et les ambitions), le **pouvoir collectif** (la participation dans les groupes ou les clubs, le leadership, la capacité d'influence au niveau familial et communautaire), le **pouvoir d'agir** (l'accès à l'éducation, les connaissances sur les droits, la lutte contre les violences basées sur le genre en milieu scolaire et l'autonomie personnelle), le **pouvoir "sur"** (la capacité à prendre des décisions, le contrôle de son temps, l'accès et le contrôle des ressources productives), et enfin, **les normes de la société** qui sont plus favorables ou non aux droits des filles et des femmes incluant l'accès aux mécanismes de protection et de rapportage dans les écoles et les communautés dans les cas de violences basées sur le genre.

Ainsi, ce résultat semble démontrer que les principales approches innovantes et les activités clés du projet, que ce soit l'accompagnement individualisé, les contrats sociaux, ou encore le modèle FAWE des Centres d'Excellence (écoles sensibles au genre), génèrent un impact significatif sur les 5 dimensions établies comme mesure d'évaluation.

Accès équitable à l'école : les effets des contrats sociaux et des campagnes de sensibilisation

L'un des principaux résultats visés par le projet consiste à accroître l'accès à l'éducation des filles et des adolescentes pour qu'il soit plus équitable et inclusif, en diminuant les obstacles qui nuisent à leur éducation.

À cet effet, l'approche des contrats sociaux semble avoir déjà un impact sur la réduction des normes et pratiques socioculturelles néfastes à l'éducation des filles. En effet, les campagnes de sensibilisation à grande échelle, les tables rondes et les multiples activités avec les clubs de mères et de pères, les structures de gestion scolaire et les leaders communautaires permettent de transformer les membres des communautés en acteurs de changement dans la réduction des obstacles à l'éducation des filles.

Ainsi, **99 % des parents et des leaders communautaires sont maintenant favorables à la scolarisation des filles et des adolescentes contre 87 % au démarrage du projet.** Tous ces interlocuteurs rapportent également une meilleure compréhension des besoins, des obstacles culturels et des différentes formes de violences basées sur le genre que les filles et les adolescentes peuvent subir et qui constituent un frein à leur épanouissement.

Centre d'excellence développé par FAWE (Forum for African Women Educationalists)

Le modèle des Centres d'excellence développé par le FAWE vise à transformer des écoles ordinaires en écoles sensibles au genre. Les écoles doivent offrir une éducation de qualité et prêter attention aux dimensions physique, académique et sociale de l'éducation des filles et des garçons, afin de favoriser une plus grande rétention et performance des filles et des adolescentes.



Réhabilitation des écoles, équipement, matériel et espace sûr

Au Burundi, cinq écoles ont été ciblées pour ce projet. En s'inspirant du modèle FAWE, elles ont été dotées de matériel et d'équipements (bancs pupitres, matériel scolaire, etc.), en plus d'être réhabilitées afin d'offrir un environnement tenant compte des sexospécificités et des enjeux de santé et de sécurité.

Les 24 écoles ciblées de la région des Grands Lacs africains ont été dotées de matériel didactique pour renforcer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage, notamment pour soutenir les cours des sciences, mathématiques et technologie (SMT) dans le but d'inciter plus de filles à rejoindre ces filières.

Des **espaces sûrs** pour les filles ont également été mis en place dans chacune des écoles ciblées afin de répondre aux besoins spécifiques des filles et des adolescentes, particulièrement au niveau de l'hygiène menstruelle afin qu'elles n'aient pas à s'absenter de l'école lorsqu'elles ont leurs menstruations. Des femmes volontaires responsables de la supervision de ces espaces ont également été formées afin d'offrir des informations et conseils aux filles et adolescentes en matière de santé sexuelle et reproductive.

Renforcement des capacités: Direction des écoles et personnel enseignant

Le modèle des Centres d'excellence de Fawe vise à offrir un enseignement inclusif et adapté aux besoins des filles, afin qu'elles reçoivent une attention équitable. Pour atteindre ce résultat, des changements dans les mentalités et pratiques ont été amorcés avec des formations offertes sur la pédagogie sensible au genre, au handicap et aux conflits. Les services techniques de l'éducation, tout comme les structures de gestion scolaire et les enseignants ont fortement apprécié ces renforcements qui changent les perceptions et leur donnent des outils concrets pour appliquer ces notions. À la suite de ces formations, les enseignants se sont engagés à promouvoir l'égalité des genres dans leurs classes et à contribuer à ce que leurs écoles appliquent au moins six (6) des huit (8) standards des Centres d'excellence en matière d'écoles sensibles au genre.

La direction et les enseignants des écoles ont participé en grand nombre aux activités de formation et 92 % d'entre eux ont mis en œuvre des changements dans leurs pratiques pour reconnaître et mieux répondre aux besoins des filles et des adolescentes. De plus, des mesures de protection et de prévention des abus et des violences basées sur le genre dans les écoles et sur les chemins qui y conduisent ont démontré un fort impact, avec 73 % des filles qui se sentent maintenant plus en sécurité à l'école, comparativement à 44 % en début de projet.

Les comités de gestion scolaire et de parents d'élèves ont également été formés et sont désormais plus conscients de leurs rôles et de leurs responsabilités dans la qualité de l'offre éducative qui doit être plus inclusive.

Ces avancées s'illustrent avec **86 % des acteurs éducatifs et des membres des services techniques ayant été renforcés qui se sentent aptes à offrir des programmes éducatifs de meilleure qualité, inclusifs et plus sensibles au genre et aux conflits.**

Par ailleurs, 93 % des filles et adolescentes sont satisfaites de la qualité de l'enseignement, comparativement à 71 % lors du démarrage du projet.

L'accompagnement individualisé

Le projet EDUFAM se distingue aussi par un système d'accompagnement communautaire qui a pu être mis en place auprès des filles et des adolescentes ciblées selon leur niveau de vulnérabilité, comme la scolarité, les violences basées sur le genre subies et les conditions de vie globales. Au total, 3 300 filles et adolescentes ont été ciblées dans les trois régions du projet: Burundi, Rwanda et République Démocratique du Congo (RDC).

Pour chacune des filles et adolescentes ciblées, un plan d'accompagnement individuel a été préparé avec elles, selon la situation et leurs aspirations. Au 31 mars 2022, des plans d'accompagnement ont été élaborés pour 2 451 filles, adolescentes et femmes, soit 620 au Burundi, 721 au Rwanda et 1110 en RDC. Le travail se poursuivra durant la troisième année du projet.

Pour les accompagner, 100 femmes ont été formées sur l'approche, les outils et l'intervention féministe développée par l'équipe de projet pour agir comme relais communautaire auprès des filles et des adolescentes afin de pouvoir offrir un soutien transformateur et émancipateur. Ces femmes-relais font des visites régulières à domicile afin d'appuyer le plan d'accompagnement personnalisé de chaque fille, que ce soit pour la formation professionnelle, le rattrapage ou le soutien scolaire et résoudre avec elles les différents obstacles qu'elles peuvent rencontrer aux niveaux familial, communautaire et scolaire.

Des mécanismes d'appui en matériel et bourses de scolarisation ont également été mis en place dans chaque pays afin d'assurer l'assiduité scolaire des filles et adolescentes ciblées, notamment dans les filières de sciences, mathématiques et technologie (SMT) pour les filles du cycle supérieur du secondaire et principalement des années charnières ou d'examens gouvernementaux. Les boursières seront appuyées jusqu'à leur graduation si possible.

À la fin de la deuxième année du projet, des résultats peuvent déjà être attribués à cette approche innovante :

- **Plus de 800 filles et adolescentes ont réintégré l'école**
- **97 % des filles et adolescentes ont constaté une amélioration de l'équité dans l'accès à l'éducation**
- **614 filles et adolescentes sont soutenues à travers des bourses scolaires, des kits d'intégration scolaire et d'hygiène**

Contrats sociaux et campagne de sensibilisation

Cette deuxième année de projet a permis la finalisation de la mise en place des contrats sociaux pour renforcer le leadership communautaire afin de réduire les obstacles et les barrières rencontrées par les filles et les adolescentes dans leur accès à l'éducation et dans le respect de leurs droits. Ancré au niveau communautaire, ce processus a nécessité la participation active de toutes les parties prenantes de chaque communauté afin d'instaurer un dialogue auprès des membres influents (leaders politiques et religieux, associations de parents, organisations de droits des femmes) pour cibler et nommer les obstacles et barrières rencontrées par les filles et les adolescentes, mais aussi les opportunités sur lesquelles les communautés peuvent agir. Plus concrètement, l'application de chaque contrat social est garantie par un comité de suivi composé de près de 25 femmes et hommes, élu.e.s, formé.e.s et équipé.e.s pour organiser le système d'alerte, de rapportage et d'application des engagements de chaque clause des contrats sociaux, dans les communautés hôtes et réfugiées.

Pour élargir l'impact, des campagnes de sensibilisation ont été menées pour mobiliser les communautés et favoriser la diffusion de ces engagements. La campagne "Une école pour toutes et tous!" a utilisé différents canaux - communautaire et en ligne - pour créer des catalyseurs simultanés et trois moments clés et stratégiques ont été identifiés pour diffuser les messages :

Septembre/octobre :

Campagne annuelle régionale « Une école pour toutes et tous » afin d'encourager le retour des filles et adolescentes à l'école

Décembre :

Campagne des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre

Mars :

Journée internationale des droits des femmes pour valoriser le rôle des mères et des pères dans la scolarisation des filles et des adolescentes

Ces campagnes ont permis de rejoindre plus de 24 000 ménages autour des engagements pris dans le contrat social de chaque pays pour la réduction des obstacles à l'éducation des filles.

Certains résultats démontrent déjà l'impact de cette approche au sein des communautés ciblées, notamment:

- 166 séances de sensibilisation réalisées avec les clubs de mères et de pères: 97 % des femmes membres et 98 % des hommes membres se perçoivent comme agent.e.s de changement en faveur de l'éducation des filles ;
- Les actions menées dans le cadre du contrat social et de la campagne de sensibilisation ont renforcé la mise sur pied d'un dispositif communautaire de prévention, d'alerte et de rapportage des cas de violence basée sur le genre dans chaque pays, incluant les violences à l'école. Le développement d'une application mobile est en cours.
- 99 % des parents et des leaders communautaires sont favorables à la scolarisation des filles et des adolescentes, comparativement à 87 % lors du démarrage du projet;
- 81 % des parents savent que les responsabilités familiales qui incombent aux filles et aux adolescentes nuisent à leur éducation et 87 % des parents savent que le mariage et les grossesses précoces sont des obstacles à leur parcours scolaire, comparativement à 41 % et 58 % au démarrage du projet.

Appui aux mères: Activité génératrice de revenus

Pour soutenir la scolarité des filles, l'appui aux activités économiques des mères est l'une des solutions clés à mettre sur pied. Ainsi, quelque 545 femmes et mères ont été ciblées pour le soutien d'activités génératrices de revenus, soit 12 groupements au Burundi, 7 au Rwanda et 10 en RDC.

Quelques témoignages

Justine - RDC



Justine est une jeune burundaise vivant dans le camp de Lusenda, en République démocratique du Congo. À 16 ans, Justine a vécu une grossesse précoce et a dû abandonner l'école, ses parents ne la supportant plus dans ses études. Récemment, Justine a été ciblée parmi les jeunes filles déscolarisées bénéficiant de l'accompagnement individualisé du projet ÉDUFAM: elle a obtenu une bourse conditionnelle à l'assiduité couvrant les frais de scolarité et un kit scolaire (uniforme, cahiers, dictionnaires, stylos). Cet appui lui a permis de reprendre ses études, sans quoi elle n'aurait pas eu les moyens suffisants pour couvrir ses frais. Justine est très heureuse de pouvoir reprendre ses études, mais rencontre tout de même des difficultés pour lesquelles elle et la relais communautaire qui l'accompagne tentent de trouver des solutions au quotidien. Sa situation démontre bien la justesse des approches préconisées pour ce projet soit, le suivi personnalisé et régulier auprès de Justine afin de trouver des solutions aux obstacles qu'elle rencontre, la mobilisation des acteurs clés de sa communauté pour le soutien à l'éducation des filles à travers le contrat social et un milieu scolaire adapté pour répondre aux besoins et à la réalité de Justine et des autres filles dans des situations similaires.

“Grâce au projet ÉDUFAM, je peux dire à toutes ces filles qui accouchent dès le bas âge de ne pas baisser les bras en abandonnant les études. Elles ne doivent pas se décourager à cause des moqueries et de la médisance mais au contraire avoir toujours de l'espoir et de la détermination pour continuer et terminer leurs études.”

Evelyne, Rwanda



À l'âge de 13 ans, Evelyne a dû fuir son pays, le Burundi, avec sa mère et ses 5 frères et soeurs. Installée au camp de réfugiés de Mahama, Evelyne a intégré l'école Paysannat L.A., ciblée par le projet ÉDUFAM. Toutefois, quelques mois plus tard, elle est tombée enceinte et a dû abandonner l'école pour s'occuper de son enfant. Durant la même période, sa mère a sombré dans l'alcoolisme et Evelyne s'est vu dans l'obligation, comme aînée, de reprendre la charge de toute sa famille. Maintenant adulte, il était difficile pour Evelyne d'envisager un retour à l'école. C'est pourquoi, lors de l'élaboration de son plan d'accompagnement individualisé, Evelyne a exprimé le souhait d'entreprendre une formation professionnelle et a ensuite été sélectionnée parmi les bénéficiaires de la première cohorte de formation et d'insertion professionnelle d'ÉDUFAM.

“Je suis très reconnaissante envers le projet ÉDUFAM, car je pense que l'apprentissage d'un métier me permettra d'acquérir un emploi ou de commencer une activité génératrice de revenus. Ainsi, je pourrai subvenir à mes besoins personnels, ainsi qu'à ceux de ma famille”

À la fin de sa formation professionnelle d'une durée de 6 mois, Evelyne bénéficiera d'un accompagnement en recherche d'emploi et/ou démarrage d'entreprise et pourra se joindre à un club de jeunes femmes déscolarisées du projet pour participer à des séances de sensibilisation et de formation sur les compétences de vie essentielles.

Jeanine, Burundi

Jeanine est une mère célibataire, orpheline de 22 ans. Alors qu'elle était en 2e secondaire, Jeanine a subi un viol et est tombée enceinte. Elle a dû abandonner l'école et aller vivre chez le garçon, auteur du viol, comme l'exigent les normes sociales de sa communauté. Toutefois, le père de l'enfant a rapidement quitté la maison pour aller vivre au Kenya, tout en promettant faussement à Jeanine qu'il reviendrait les chercher, elle et l'enfant. Après le départ du garçon, Jeanine a rapidement été chassée par la famille du jeune homme et laissée à elle-même, dans des conditions de vie très difficiles. Lors du démarrage du projet, Jeanine a rapidement été ciblée pour l'accompagnement personnalisé. Avec le soutien du comité de suivi du contrat social, elle a été réintégrée à l'école. Cette année, Jeanine a terminé son secondaire après avoir passé les examens d'État avec une note de 70 %. En attendant de trouver un emploi, Jeanine s'est jointe au groupement de femmes soutenu par le projet pour entreprendre une activité génératrice de revenus en agriculture. Elle souhaite ainsi améliorer ses conditions de vie et celles de sa fille.